

NORVEGE

Erosion de l'Etat-providence en cours

ASBJØRN WAHL GUNHILD ØRSTAVIK

Une société qui favorise les gagnants et leurs intérêts au détriment des plus faibles ne mérite pas le qualificatif de « civilisée ». La nouvelle pauvreté est ignorée, acceptée ou masquée par des discours banals et racoleurs sur la solidarité et le partage équitable. Le fait est que la vaste classe moyenne a tiré le rideau sur la réalité norvégienne.

Vars Brevet

Le modèle scandinave de société du bien-être repose sur les principes d'éradication de la pauvreté et d'intégration sociale. Jusqu'il y a peu, la pauvreté ne faisait pas partie de l'agenda politique de la Norvège. La majeure partie de la population a tenu comme acquis des avantages d'un Etat-providence social-démocrate avancé et en attend des progrès continus.

Avec les autres pays scandinaves, la Norvège est considérée comme une société ayant réduit la pauvreté à un niveau minimal. Ceci a été expliqué par des politiques qui encouragent des taux d'emploi élevés, des structures salariales égalitaires, la position forte des syndicats, des avantages sociaux universels et généreux et des services publics de base accessibles et abordables. L'Etat a joué un rôle clé dans la promotion d'une distribution et d'une redistribution équitable, dont les piliers ont été l'institutionnalisation des avantages universels en matière de bien-être (par opposition à un soutien minimal ciblé, reposant sur l'évaluation des besoins) et un régime fiscal générique progressif. Le système est axé sur les droits individuels et la famille joue un rôle mineur dans la fourniture du soutien financier. La recherche comparative montre que le modèle universel a été plus efficace dans la lutte contre les inégalités sociales et la pauvreté que les systèmes sociaux libéraux ayant des politiques spécialement ciblées reposant sur l'évaluation des besoins.

Bien que la Norvège ait la chance d'enregistrer un taux de chômage inférieur à celui de la plupart des pays, les inégalités sociales et économiques sont grandissantes. Si les salaires moyens se sont accrus de 15% entre 1995 et 1998, les chiffres officiels montrent que les cadres de haut rang des entreprises ont rehaussé leurs revenus de 35%. Entre 1993 et 1999, la consommation publique a enregistré une hausse de 2% par an, alors que la consommation privée s'est accrue de 3,6%. La part des dépenses publiques s'est rétrécie de 52% à 43% du PIB entre 1992 et 1999.

Dans la même période, on a assisté à l'introduction d'un certain nombre de réformes coûteuses dans les secteurs de la santé et de l'éducation, qui ont obligé les autorités locales à accroître leur fourniture de services. Ceci a créé une situation où les municipalités ayant de faibles revenus se retrouvent pratiquement en faillite et dans l'incapacité de remplir leurs obligations envers leurs habitants. Alors qu'un système décentralisé d'imposition et d'administration a créé de larges différences entre les communautés au niveau local, l'Etat norvégien est plus riche que jamais grâce à ses ressources pétrolières.

Lorsque la Norvège a exploré les vastes ressources pétrolières que recèle sa part de fonds marins, dans les années 70, le Fonds du pétrole avait été établi comme fonds de pension sous le plein contrôle du gouvernement. L'objectif était de garantir le

bien-être futur du peuple norvégien. Depuis lors, les recettes ont dépassé de loin toutes les attentes du moment. A la fin de 2002, le Fonds devrait dépasser 105 milliards de dollars US. Les cours du pétrole étant extrêmement sensibles aux conditions politiques internationales, la menace actuelle d'une guerre contre l'Irak entraîne une hausse des recettes pétrolières norvégiennes de 13,5 millions de dollars par jour (selon les informations reçues du gouvernement).

Ainsi la « fortune noire » enregistre des hausses et des baisses, selon les caprices du marché international. Au niveau national, le débat politique se concentre sur le point de savoir s'il faut conserver ces recettes pour l'avenir ou en dépenser davantage pour améliorer le secteur public. Le parlement a convenu que les dépenses sur ce Fonds ne doivent pas dépasser 4% de ses recettes.

Ce qui guérit l'un tue l'autre

Le Fonds du pétrole a été investi dans plusieurs firmes transnationales et la majeure partie de ces investissements ont rehaussé la valeur du Fonds. Ceci est la priorité du parlement norvégien, qui a plusieurs reprises, a rejeté des propositions visant à introduire des directives en matière d'éthique en ce qui concerne les investissements. Les directives « Triple bottom line » - Résultat final triple - incorporeraient des normes sociales, économiques et environnementales, ainsi que des droits humains, dans les décisions en matière d'investissements. Le respect des droits internationaux du travail tels que le droit de se syndiquer et de négocier et l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé irait de soi dans un tel cadre.

Le rapport annuel du Fonds du pétrole pour 2000 montre que 20% des investissements ont été faits dans des compagnies que les Syndicats Globaux ont condamnées en raison de leurs relations avec la dictature militaire de Myanmar/Birmanie. Alors que l'organisation internationale du travail (OIT) encourage le boycottage du régime connu pour les conditions de travail esclavagistes et la répression qu'il pratique, le gouvernement norvégien a choisi d'investir dans ce pays pour garantir le bien-être futur des populations norvégiennes. Lors d'une rencontre avec des ONG norvégiennes, durant la réunion du Financement du développement, à Monterrey, en mars 2002, le premier ministre Kjell Magne Bondevik a déclaré que la force motrice de l'investissement du Fonds du pétrole était de maximiser les bénéfices en solidarité avec les générations futures ; il a évité la question relative à la solidarité internationale avec les habitants du monde d'aujourd'hui.

Au printemps de 2002, des pressions politiques croissantes ont contraint le parlement à revenir sur sa politique et à reconnaître les insuffisances de la réglementation limitée du Fonds en matière d'investissements. Il a été possible, en théorie, de se retirer des entreprises dont les activités sont en conflit avec les obligations de la Norvège aux fins du droit international ou portent atteinte à des droits humains fondamentaux. Des preuves concrètes rendues publiques par le journal national Dagbladet, ont toutefois montré que les investissements du Fonds du pétrole étaient allés à des compagnies qui fabriquent des mines terrestres, en violation du Traité international signé par la Norvège. Ceci a contraint le gouvernement à désigner un groupe d'experts chargés d'élaborer un cadre pour des directives d'éthique d'ici 2004. Bien que des associations de la société civile aient fait la recherche et plaident depuis des années pour que cette question soit inscrite à l'ordre du jour, aucun de leurs membres n'a été inclus dans le groupe d'experts, lors de sa constitution. Le groupe de dix experts comprend des personnes du monde des affaires, de l'administration et des milieux politiques ; et nombre d'entre eux sont des

économistes et des juristes (dont certains, dans des positions qu'ils occupaient auparavant, ont fermement milité contre l'introduction de telles directives).

La Norvège a traditionnellement été l'un des donateurs d'aide publique au développement (APD) les plus généreux. En 2002, la Norvège y a consacré 0,92% de son PNB et a convenu d'arriver à 1% d'ici 2005. Au cours des dix dernières années, les Norvégiens se sont fait une réputation internationale de négociateurs de la paix dans un certain nombre de conflits armés à travers le monde, notamment au Sri Lanka, en Colombie, en Amérique centrale et au Moyen-Orient.

Toutefois, la Norvège apporte actuellement un appui militaire actif à la guerre menée par les Etats-Unis, l'Opération Enduring Freedom, en Afghanistan. En dépit des appels du Secrétaire général des Nations-Unies, Koffi Annan, et du gouvernement afghan en vue d'un accroissement des forces de maintien de la paix, le gouvernement norvégien appuie la guerre unilatérale menée par les Américains. On s'attend à ce que le pays hôte du Prix Nobel de la Paix dépense deux fois plus pour des opérations militaires dans une guerre de plus en plus contestée par le public qu'il ne dépensera pour l'aide humanitaire aux victimes de la guerre durant la même période.

La croisade de la privatisation

Selon une enquête récente, la majeure partie des électeurs préfère de bons services publics à des réductions fiscales. Nous assistons toutefois à une croisade globale menée par les firmes multinationales et les institutions financières internationales en faveur de la privatisation. Le débat, en Norvège, sur la privatisation des services publics a créé un clivage profond dans le mouvement social-démocrate : ceux qui se disent modernes et qui n'ont aucune objection fondamentale à la privatisation, face à ceux qui s'opposent à la déréglementation et au pouvoir illimité des forces du marché. Il y a de nombreux exemples d'externalisation d'entreprises et de services publics rentables à tous les niveaux et dans de nombreux secteurs. Même les cinémas d'Oslo, qui sont gérés par l'Etat et qui sont rentables, vont, à présent, être partiellement privatisés.

Le nettoyage des bâtiments publics, l'assainissement, le transport et les maisons de retraite font partie des domaines, autrefois gérés par les autorités locales qui ont été ouverts à des appels d'offres publics au cours de la dernière décennie. Toutefois, le taux de privatisation et d'externalisation des services publics locaux est faible dans la plupart des secteurs, par rapport à celui d'autres pays scandinaves, essentiellement en raison de la forte opposition du mouvement syndical.

La douceur du foyer

Le logement est le domaine où la Norvège est allée beaucoup plus loin que ses voisins, dans la voie néo-libérale. Jusqu'en 1983, il y avait, en Norvège, un nombre considérable d'appartements communaux distribués par les autorités locales selon des critères tels que les droits d'ancienneté et le besoin. Toutefois, le gouvernement conservateur au pouvoir qui est en train de promouvoir vigoureusement la propriété privée, a supprimé les réglementations communales et établi un système d'imposition qui favorise la propriété privée au détriment de la location. Cette déréglementation a soumis ces anciennes maisons en location à la privatisation, mais le système a fait courir de grands risques financiers aux propriétaires car des

capitaux nets et des hypothèques étaient exigés. A présent, près de 75% des Norvégiens sont propriétaires de l'appartement ou de la maison où ils vivent. Avec la suppression des subventions publiques, les loyers ont enregistré une hausse de 35 à 40% pour le pays dans son ensemble, entre 1995 et 2001. A Oslo, les loyers ont doublé au cours de la même période. Entre 1958 et 1999, la part des budgets des ménages consacrée au logement a enregistré une hausse, passant de 13,6% à 24,8% (à l'exclusion des échéances d'hypothèque).

Caractéristiques actuelles de la pauvreté

En Norvège, les besoins de survie fondamentaux des populations sont satisfaits, mais les pauvres manquent de ressources pour avoir un niveau de vie et un niveau de participation sociale considérés comme normaux dans une société. L'exclusion sociale n'équivaut pas à la pauvreté relative, mais en est souvent le résultat. (Le seuil de pauvreté est fixé à moins de 50% du revenu moyen).

En dépit de sa très grande richesse, la Norvège enregistre des inégalités croissantes. Le Document de travail N° 189 du Département de l'économie de l'OCDE a montré que, par rapport à 12 autres pays de l'OCDE, seule l'Italie avait une hausse plus forte des disparités dans la répartition du revenu, du milieu des années 80 au milieu des années 90. D'autres travaux de recherche récents montrent que :

17% des Norvégiens indiquent avoir du mal à joindre les deux bouts.

Alors que 3% des enfants norvégiens de souche vivent en-dessous du seuil de pauvreté, le chiffre équivalent pour les enfants des minorités ethniques est de 14%. Quatre pour cent des enfants norvégiens de souche et 23% des enfants des minorités ethniques vivent dans des familles qui ont reçu un soutien social à un moment quelconque de l'année passée.

36% des chômeurs à Oslo sont issus des minorités ethniques, alors que ces minorités ne constituent que 9% de la population de la ville.

Alors même que la Norvège est un des pays ayant la meilleure performance en matière de d'égalité entre les sexes, les hommes sont encore mieux payés que les femmes. Le salaire moyen de la femme employée à temps plein est égal à 86% du salaire moyen de l'homme et cette différence n'a pas évolué de manière significative au cours de la dernière décennie.

14% des parents célibataires, dont la grande majorité sont des femmes, vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Ce chiffre est deux fois et demi plus élevé qu'au Danemark.

L'espérance de vie est plus longue de 12 ans dans les zones aisées d'Oslo que dans les quartiers les plus pauvres.

Réaction populaire à l'érosion de l'Etat-providence

Sous la pression de l'économie actuelle de la mondialisation, avec les firmes transnationales et les institutions financières internationales comme principaux défenseurs de la déréglementation, le rôle l'Etat qui est de répondre aux besoins de

ses citoyens est en butte aux attaques. La large redistribution de la production et de la consommation du public au privé et la constante régression de la part publique de PIB entraînent des problèmes fiscaux graves. Les néo-libéraux rendent le secteur public lui-même responsable de ces problèmes, en dénonçant son manque de productivité et d'efficacité. Plutôt que de réinvestir dans la capacité étatique, les appels d'offres publics et la privatisation sont les seules solutions qu'ils envisagent. Les insuffisances d'un secteur public appauvri sont source de mécontentement. Ceux qui peuvent en ont les moyens se tournent progressivement vers les services privés. Ceci sape le fondement du maintien des services publics et menace la légitimité et l'existence de l'Etat-providence universel.

Références

Tone, Fløtten, Espen Dahl, Arne Grønningster, Den norske fattigdommen : Hvordan arter den seg, hvor lenge varer den og hva kan vi gjøre med den? Fafo-notat 2001 : 16 66 s.

Dagsavisen, 23 septembre 2002.

Stortingsmelding, 30/2000-2005.

Stortingsmelding, 50/1998-1999.

NOU 2002 :2

Liv Tørres, Ja takk, begge deler, ForUM bulletin 1/2002.

Pour l'Etat-Providence est une alliance nationale de municipalités, d'organisations à la base et des grands syndicats. Il a été fondé pour constituer une alliance populaire large afin d'améliorer la quantité et la qualité des services publics, de faire face aux effets négatifs de l'offensive actuelle des forces du marché et de lutter contre la privatisation, les appels d'offres publics et les politiques néo-libérales. La perspective est internationaliste, mais la tâche principale des syndicats et des activistes norvégiens est d'organiser la lutte au niveau national.

**Pour l'Etat-Providence
Forum norvégien pour l'environnement et le développement
<oerstavik@forumfor.no>**